La recherche à Sciences Po

Gérard Grunberg

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/680>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.680

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2004

ISBN : 978-2-271-06249-9

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Gérard Grunberg, « La recherche à Sciences Po », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 11 | 2004, mis en ligne le 13 novembre 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.680>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

La recherche à Sciences Po

Gérard Grunberg

- 1 Sciences Po¹ est un établissement réunissant pleinement les quatre missions qui déterminent la nature universitaire : formation initiale et continue, recherche, documentation et publication. Les activités de recherche sont donc une de ses missions essentielles, mais elles constituent par leur importance un cas tout à fait particulier dans la recherche universitaire pour ce qui concerne le domaine des sciences humaines et sociales. Dès sa création en 1945, mission est donnée à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) de participer au développement de la recherche dans les sciences politiques, celles-ci étant entendu comme réunissant l'histoire, l'économie, la sociologie et la science politique. L'article premier de l'ordonnance n° 45-2284 du 9 octobre 1945 dispose : « Il est créé, sous le nom de Fondation nationale des sciences politiques, un établissement doté de la personnalité civile, dont l'objet est de favoriser le progrès et la diffusion en France, dans l'empire et à l'étranger, des sciences politiques, économiques et sociales ». L'article 2 dispose : « La Fondation nationale des sciences politiques est habilitée à passer des conventions avec l'État, les universités, toutes collectivités publiques ou privées, ou des particuliers, en vue de participer au fonctionnement d'établissements publics ou privés d'enseignement ou de recherches ». L'actuel administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques et directeur de l'IEP de Paris, Richard Descoings, a décidé de placer celle-ci au centre de l'institution. Le président, René Rémond, et le conseil d'administration de la FNSP ont encouragé et soutenu cette orientation. Relativement marginale au sein de Sciences Po jusqu'aux années 1960, la recherche s'est développée rapidement au cours des quatre dernières décennies. Les travaux de recherche portent sur l'économie, la sociologie, l'histoire et la science politique.

Quelques repères historiques

- 2 Les premiers centres de recherche de Sciences Po ont été créés en science économique et en science politique. En science économique, le SEA (le Service d'étude de l'activité économique et de la situation sociale) a succédé en 1952 à l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales fondé par Charles Rist en 1933. Il a été dirigé successivement par Jean-Marcel Jeanneney, Raymond Barre, Jean-Claude Casanova et Patrick Messerlin. C'est en science politique que l'effort a été le plus important dans les

années 1950, 1960 et 1970. Deux centres ont été créés, le premier, le Céri en 1952 (Centre d'étude des relations internationales, devenu en 1976 le Centre d'études et de recherches internationales), puis le Cévipof en 1960 (Centre d'étude de la vie politique française devenu Centre de recherches politiques de Sciences Po en 2003).

- 3 Les secrétaires généraux successifs de la FNSP ont joué un rôle déterminant dans le développement de ces centres de recherche. D'abord Jean Meynaud, secrétaire général jusqu'en 1954. C'est sous son impulsion que fut créé le Céri. Il s'agissait alors de combler le retard de la France dans le domaine des relations internationales. Le Centre devait s'appuyer sur les ressources documentaires déjà disponibles, ressources que les secrétaires généraux n'ont cessé de développer pour faire de la bibliothèque de Sciences Po l'une des plus riches d'Europe en sciences humaines et sociales. Jean-Baptiste Duroselle puis rapidement Jean Meyriat en eurent la direction, suivis par Guy Hermet, Jean-Luc Domenach, Jean-François Leguil-Bayard et Christophe Jaffrelot. Raymond Aron puis Pierre Hassner furent très tôt liés au Centre.
- 4 Il appartient à Jean Touchard qui succéda à Jean Meynaud au secrétariat général de la FNSP en 1954 de jouer un rôle central dans la création du Cévipof en 1960. Il en fut le premier directeur. Dès le début des années 1950, continuant la forte tradition de recherche sur le vote, les partis et les courants politiques initiée par André Siegfried au début du xx^e siècle, se mit en place, sous l'impulsion de François Goguel et d'André Siegfried lui-même une structure de recherche axée essentiellement sur l'analyse des élections. C'est ce noyau originel qui allait devenir le Cévipof par agrégation de chercheurs aux profils disciplinaires variés mais tous intéressés à la vie politique et aux comportements électoraux. En même temps furent publiés les premiers cahiers électoraux sur les élections de 1956 et 1958 qui inaugurèrent une tradition toujours vivante. En 1966, Jean Touchard passa la main à François Goguel puis à Georges Lavau, suivis par Alain Lancelot, puis, quand celui-ci prit la direction de Sciences Po, d'Annick Percheron puis de Pascal Perrineau.

La collaboration avec le CNRS dans les domaines de la science politique et de la sociologie

- 5 Les années 1960 et 1970 furent celles du développement rapide des deux laboratoires de science politique. Ce développement, permis par la création de postes de chercheurs de statut de droit privé (FNSP), fut fortement accéléré par la politique de contractualisation avec le CNRS. En 1967 et 1968, le Céri puis le Cévipof obtinrent le statut de laboratoires associés du CNRS avant de devenir en 1994 des unités propres de l'enseignement supérieur associées (Upresa) puis, plus tard, des unités mixtes de recherche (UMR). En 1985, la FNSP et le CNRS ont créé ensemble l'Observatoire interrégional du politique (OIP) en partenariat avec les conseils régionaux pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional et national. Cette unité a été dirigée d'abord conjointement par Alain Lancelot et Annick Percheron auxquels ont succédé Elisabeth Dupoirier puis Dominique Reynié. La convention de 1985 a été renouvelée en mai 1993 avec la création d'une unité mixte de service (UMS).
- 6 La collaboration avec le CNRS a permis également de donner un essor important à la recherche en sociologie à Sciences Po. En 1988 a été créé l'Observatoire sociologique du changement (OSC) sous l'impulsion d'Henri Mendras. Cette unité a été associée dès l'origine au CNRS. Elle a eu pour objectif scientifique constant d'expliquer le changement social à l'échelle locale, nationale ou internationale en mettant en œuvre

des analyses empiriques originales, souvent comparatives, appuyées sur des méthodologies qualitatives et quantitatives rigoureuses et en prenant part activement aux développements théoriques de la discipline sociologique. Philippe Besnard, Gérard Grunberg puis Alain Chenu ont succédé à Henri Mendras. En 2001, à sa demande, le Centre de sociologie des organisations (CSO) unité propre du CNRS depuis sa création en 1964 par Michel Crozier, a été rattaché à Sciences Po. Cette équipe, qui a acquis sa renommée dans la sociologie des organisations, a développé ses recherches dans le domaine de l'action collective, publique et privée. Erhard Friedberg a succédé à Michel Crozier à la tête de ce laboratoire. Cinq des huit unités de recherche et de service de Sciences Po sont ainsi des unités mixtes du CNRS.

Le développement de la recherche en économie et en histoire depuis les années 1980

- 7 En 1981, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a été créé par décret au sein de la FNSP. Fondé et présidé par Jean-Marcel Jeanneney, il est présidé depuis 1990 par Jean-Paul Fitoussi, qui préside également le Conseil scientifique de Sciences Po. Une convention pluriannuelle de six ans, conclue entre le Premier ministre et la FNSP, lui donne la stabilité nécessaire à l'accomplissement de ses missions. La spécificité de l'OFCE est d'être à la fois un institut de recherche et de prévision. Il a notamment pour mission l'étude des économies françaises et européennes dans leur contexte international et la réalisation de prévisions économiques à court, moyen et long terme.
- 8 Le Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle (CHEVS) a été créé par Pierre Milza en 1984 et il est dirigé depuis trois ans par Jean-François Sirinelli. Ce centre s'est renforcé au cours des dernières années et a diversifié son activité en associant de nombreux jeunes enseignants-chercheurs extérieurs au laboratoire qui participent à la mise en oeuvre de nombreux nouveaux « groupes de travail ». Il abrite également les Archives d'histoire contemporaine où sont classés, conservés et communiqués plus de 80 fonds d'archives privées. Les trois grands axes de recherche sont l'histoire politique et socioculturelle de la France, l'Europe et les relations internationales.

Le réseau des Instituts d'études politiques

- 9 Il existe des liens historiques entre les centres de recherche de Sciences Po et la plupart des centres de recherche des IEP en région, compte tenu du rôle joué par la Fondation nationale des sciences politiques dans la création de plusieurs de ces IEP. Des liens particulièrement étroits ont été noués avec les laboratoires des IEP de Bordeaux et de Grenoble. Ainsi, par exemple, les grandes enquêtes sociopolitiques menées par le Cévipof ces dernières années l'ont généralement été en collaboration avec le CIDSP de l'IEP de Grenoble. 9 chercheurs de la FNSP sont affectés dans les centres de ces deux IEP, 4 au Centre de recherche sur le politique, l'administration et le territoire (Cerat) de Grenoble, 3 au Centre d'étude d'Afrique noire (Céan) et 2 au CERVL – Pouvoir, Action publique, Territoire de Bordeaux.

Le développement du potentiel de recherche de Sciences Po

- 10 Les moyens alloués par Sciences Po à la politique scientifique sont en constante augmentation. De 1996 à 2003, les dépenses de recherche de Sciences Po ont augmenté de plus de 70 %. Elles représentent en 2003 près de 12 M€ sur un budget total de 60 M€, hors salaires payés directement par le CNRS, contre moins de 7 M€ en 1996.

Les personnels de la recherche

- 11 172 chercheurs et enseignants-chercheurs conjuguent leurs travaux au sein des 8 centres de recherche² : 72 chercheurs statutaires de la FNSP (soumis à des critères

scientifiques et à des conditions administratives de recrutement, d'évaluation et de gestion des carrières analogues à ceux qui s'appliquent aux chercheurs du CNRS) ; 60 chercheurs statutaires du CNRS, répartis dans les 5 centres de recherche de Sciences Po associés à ce grand organisme de recherche ; 34 enseignants-chercheurs de l'IEP de Paris (28 professeurs des Universités et 6 maîtres de conférences des Universités, soit les trois quarts des enseignants-chercheurs titulaires de l'IEP de Paris), 2 professeurs des Universités titulaires dans d'autres établissements et 4 membres des personnels de l'Éducation nationale titulaires à l'IEP de Paris, ont choisi d'être rattachés à l'un des 8 laboratoires de Sciences Po pour y mener leurs recherches. Les unités de recherche de Sciences Po comptent également près de 80 chercheurs associés, 5 directeurs de recherche émérites, 20 chercheurs ou enseignants-chercheurs invités³ et une centaine d'allocataires de recherche et doctorants.

- 12 La répartition par disciplines des chercheurs et des enseignants-chercheurs des centres de recherche de Sciences Po s'établit comme suit :

	Économie	Histoire	Sociologie	Science politique	Total
CNRS	–	–	14	46	60
FNSP	31	1	–	40	72
EN	9	11	8	12	40
Total	40	12	22	98	172

- 13 Les effectifs, les statuts et les grades⁴ dans les centres de recherche de Sciences Po peuvent être précisés ainsi :

	Céri	Cévipof	OIP	CSO	OSC	OFCE	SEAS	CHEVS	Total
CNRS	21	25	–	9	5	–	–	–	60
FNSP	25	13	2	–	–	31	–	1	72
EN	7	2	3	4	4	3	6	11	40
Total	53	40	5	13	9	34	6	12	172

- 14 Ces dernières années, l'accent a été mis sur le recrutement de jeunes chercheurs afin d'ouvrir de nouveaux champs de recherche et de participer à la jouvence universitaire de l'appareil de recherche français. Au cours des quatre dernières années (2000, 2001, 2002 et 2003), les centres de recherche de Sciences Po ont recruté 24 nouveaux chercheurs ou chargés d'études FNSP âgés de moins de 40 ans dont 22 âgés de moins de 35 ans. Pendant cette même période, 10 chercheurs CNRS ont été affectés dans les unités de recherche de Sciences Po associées au CNRS, 7 d'entre eux étaient des chercheurs effectuant une mobilité interne (tous âgés de plus de 35 ans) et 3 étaient de

jeunes chercheurs titularisés dans ces unités. Cette politique de recrutement de Sciences Po a permis de rajeunir la population de chercheurs de statut FNSP dont l'âge moyen est désormais de 41 ans et demi contre 51 ans et demi pour les chercheurs de statut CNRS.

- 15 La masse salariale⁵ des centres de recherche était en 2002 de 13 050 K€ (8 028 FNSP et 5 022 CNRS) contre 10 751 en 1999 (7 034 FNSP et 3 717 CNRS). En 2002, la part de la masse salariale consacrée à la recherche (hors salaires payés directement par le CNRS et le ministère de l'Éducation nationale) dans la masse salariale globale des personnels permanents⁶ de la FNSP était de 30 % (+ 20 % depuis 1999). Au cours des cinq dernières années, toutes les structures administratives des centres de recherche de Sciences Po ont été étoffées ; la plupart d'entre elles sont à présent encadrées par un(e) secrétaire général(e). Tout ce qui concerne l'encadrement administratif, l'élaboration et le suivi des contrats, la gestion de la recherche, est devenu une fonction essentielle dans l'activité scientifique générale. L'encadrement administratif et la gestion des centres de recherche sont confiés à 67 membres du personnel : 50 salariés de la FNSP, 14 agents du CNRS et 3 agents du ministère de l'éducation nationale.

Les moyens de fonctionnement et les locaux

- 16 Chaque laboratoire est désormais doté d'un budget unique établi annuellement par l'administrateur de la FNSP sur proposition du directeur de centre. De manière générale les ressources financières mises à la disposition des centres de recherche de Sciences Po (qu'ils soient ou non associés au CNRS) par la FNSP se sont fortement accrues au cours des dernières années. Depuis 1999, le volume global des crédits de fonctionnement consacrés à la recherche par Sciences Po est passé de 2,6 M€ à 4,2 M€, soit une augmentation de plus de 60 %. En 2002, la part de la recherche dans les coûts de fonctionnement de la FNSP était de 20 % (4 208 k€ / 21 263 k€). Pour l'ensemble des centres de recherche, la FNSP participe pour 85 % des crédits de fonctionnement, le CNRS pour 5 %. Sciences Po achève l'extension en même temps que le recentrage et l'augmentation des locaux et des infrastructures informatiques mis à la disposition des missions de recherche. En 2002, la part de la recherche dans le coût global des locaux à la charge de la FNSP était de 28 % (1 877 k€ / 6 693 k€).

Les objectifs de la politique scientifique de l'établissement

- 17 Gérard Grunberg, directeur de recherche au CNRS, directeur adjoint de Sciences Po qui a succédé comme directeur scientifique à Serge Hurtig et à Jean-Luc Domenach, conduit la politique scientifique de l'établissement en étroite concertation avec Marc Lazar, professeur des Universités à l'IEP de Paris, directeur de l'École doctorale. L'objectif central de la politique scientifique est de situer la recherche à Sciences Po au niveau qui est le sien dans les grandes universités internationales. Cet objectif central se décline en cinq priorités :
- Approfondissement et renouvellement des thèmes de recherche et des approches scientifiques.
 - Articulation des activités d'enseignement et de recherche.
 - Européanisation et internationalisation des activités de recherche.
 - Diffusion et valorisation des travaux de recherche.
 - Évaluation des activités de recherche.
- 18 Il convient d'abord de préciser que les centres de recherche disposent d'une autonomie importante en matière de recrutement et de projets scientifiques. La plupart d'entre eux disposent de conseils de laboratoires comprenant des personnalités extérieures et

des membres des équipes. Ces conseils jouent un rôle important dans l'élaboration de la politique scientifique des centres. Tous ont fait leurs les cinq priorités énoncées ci-dessus. Le directeur de l'établissement, le directeur scientifique et le directeur de l'école doctorale rencontrent régulièrement les directeurs des unités afin d'élaborer en commun les grandes lignes de la politique scientifique de Sciences Po. Ils ont notamment pris position ensemble récemment sur la question générale de la réforme de la recherche en France.

Approfondissement et renouvellement des thèmes de recherche et des approches scientifiques

- 19 Chaque centre a développé de manière croissante les approches pluridisciplinaire, comparative et transversale dans la dernière période. Cette évolution permet notamment une meilleure collaboration des centres de recherche de Sciences Po. La dynamique de la recherche dans l'établissement, du fait de l'évolution et de la convergence des problématiques des centres, tend vers une unité de la politique scientifique plus forte que par le passé. Ceci apparaît à l'examen rapide des principales orientations scientifiques de ces centres.

Le Céri

- 20 Le Céri est l'une des principales institutions scientifiques françaises et européennes se consacrant à l'analyse des questions politiques internationales. Il a deux principaux objectifs : contribuer à l'approfondissement de la connaissance fondamentale sur les sociétés politiques étrangères et la dynamique du système mondial et fournir une expertise sur les grands problèmes internationaux du moment. Les thèmes qu'il aborde sont au cœur de la recherche sur l'international : la mondialisation, les intégrations régionales et en particulier la construction européenne, les nouvelles formes de conflit, les processus de démocratisation, les migrations, les nationalismes, les identités. Au fil des ans, la vocation de ce laboratoire à comprendre le monde contemporain dans sa globalité et dans une perspective comparative n'a cessé de s'affiner. Elle vise désormais à problématiser de manière de plus en plus précise l'interface et l'interaction entre les dynamiques internes des systèmes politiques et les relations interétatiques ou transnationales qu'entretiennent ces derniers. L'accent est mis désormais moins sur les institutions, les systèmes ou les situations politiques que sur les sociétés politiques, grâce à la pratique de la pluridisciplinarité et à la collaboration d'anthropologues, de sociologues et d'historiens, membres du laboratoire ou extérieurs à celui-ci. L'étude des relations internationales, qui correspond à l'une des vocations premières du Céri, qui n'a pas toujours eu dans les faits la place qui aurait dû lui revenir, a connu ces dernières années un redressement significatif. Mais l'effort est à poursuivre, aussi bien dans le champ des relations internationales que dans celui des questions de sécurité internationale et de défense. La création d'un pôle de connaissance sur l'économie politique internationale a permis de développer une réflexion dans un domaine notoirement déficient dans le paysage universitaire français et qui, pourtant, concerne des enjeux qui sont aujourd'hui d'une importance cruciale. Cette création représente une opportunité pour une collaboration renforcée entre économistes et politologues. La politique scientifique de ce laboratoire est désormais d'articuler le renforcement des recherches sur des aires politiques (areas studies) avec des grandes questions et problématiques transversales de la science politique. Les recrutements les plus récents ont été faits dans cette perspective.

Le Cévipof

- 21 Depuis sa création le Cévipof est une structure de recherche qui s'attache à suivre et à caractériser les institutions et pratiques politiques françaises tant du point des représentations et attitudes, que des mobilisations ou organisations politiques et des programmes d'action gouvernementale, impliquant parfois acteurs publics et privés. Les recherches menées au Cévipof s'inscrivent dans trois grands domaines de recherche au niveau international :
- Les attitudes et comportements politiques individuels, élections, mobilisations et forces politiques.
 - Le domaine de la *policy analysis* ou des politiques publiques.
 - L'analyse de la pensée politique et de l'histoire des idées.
- 22 Dans le champ des attitudes et des comportements politiques et dans celui des forces politiques, le renouvellement a concerné à la fois les thèmes, les approches et la méthodologie.
- 23 Du point de vue thématique, deux grandes interrogations ont guidé les recherches. Quelles sont les transformations qui affectent les démocraties représentatives, et notamment la démocratie française, du point de vue des attitudes et comportements politiques des citoyens ? Quels sont les nouveaux clivages idéologiques et politiques qui contribuent à la restructuration politique des sociétés européennes ? À la première question correspondent des recherches sur les cultures démocratiques, la participation protestataire, la crise de la représentation, le rapport des citoyens à la politique, la socialisation politique et la construction des identités politiques. À la seconde correspondent des recherches sur l'affaiblissement du clivage gauche/droite, l'essor du populisme, les évolutions des systèmes de partis, les transformations des systèmes de valeurs individuels et les changements qui interviennent dans les choix politiques des différents groupes sociaux. Simultanément, le Cévipof a fortement investi le champ des politiques publiques, de la *policy analysis*. Un pôle nouveau s'est constitué dans ce champ qui participe à l'analyse de la transformation de l'État et de la régulation politique des sociétés contemporaines en interrogeant les catégories fondamentales de la sociologie politique : démocratie, citoyenneté, politisation. Les recherches portent notamment sur la transformation des politiques publiques en France dans un contexte d'euphorisation et de globalisation. Plus récemment s'est constitué un pôle d'analyse de la pensée politique. Il se concentre sur les régimes démocratiques et notamment les régimes démocratiques pluralistes et leurs relations avec le libéralisme.
- L'OSC
- 24 Une part importante des travaux de l'OSC dans la période récente a été centrée sur les questions de la stratification sociale et des inégalités. Ces questions ont été abordées au niveau des classes sociales, des générations et des espaces géographiques. La description et les représentations des classes sociales ont reposé sur un examen approfondi des modifications du système des inégalités en lien avec les différents contextes sociaux et des régimes d'États providence dans différents pays. Les dynamiques spatiales des inégalités sont analysées à partir d'une approche de la morphologie sociale des espaces urbains et régionaux (organisation spatiale des structures sociales, différenciations spatiales des pratiques sociales, effets de la polarisation sociale et ethnique à l'école sur le système d'enseignement). À partir d'interrogations sur la délinquance juvénile, les questions de l'échec scolaire et de l'insertion professionnelle des jeunes vivant dans les quartiers d'habitat social ont été étudiées. L'étude des dynamiques sociales induites par le renouvellement des

générations a également été au cœur des recherches de l'OSC. Les inégalités entre générations et les relations entre différents groupes d'âge ont été analysées. Il faut signaler également l'étude des transformations des valeurs familiales. D'un point de vue méthodologique, le centre a acquis une grande maîtrise dans le traitement empirique des grandes enquêtes quantitatives.

Le CSO

- 25 Parmi les thèmes de recherche actuels du CSO, et de manière non exhaustive, il convient de citer :

- Les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche, notamment en Europe (gouvernement des universités, configurations universitaires et marchés du travail universitaire).
- Les nouvelles modalités du gouvernement des organisations et la sociologie des activités économiques. Les réseaux de l'innovation dans l'économie mondialisée.
- Le rôle de la ville dans les processus de mondialisation.
- Le marché du médicament et la santé publique.
- Les nouvelles formes d'intervention publique dans la sphère privée.
- Les risques sanitaires et environnementaux ; la gestion publique/privée des risques.

- 26 Toutes ces recherches répondent à l'ambition du centre d'opérer une articulation étroite entre recherche empirique et production théorique. La mobilité thématique qui caractérise ce centre lui a permis au cours des dernières années de mettre sur son agenda de recherche des thèmes qui sont centraux dans les interrogations, les préoccupations et les demandes concernant la gouvernance de nos sociétés.

Le CHEVS

- 27 Les activités de ce Centre pour la période actuelle et à venir se développent selon trois axes principaux :

- Histoire politique et socioculturelle de la France au xxe siècle. Poursuite des recherches portant sur les années 1960-1970 et consolidation des recherches sur la quatrième République et la décolonisation. Histoire des intellectuels. Temps, médias et sociétés.
- Histoire européenne. Abordée jusqu'à présent essentiellement à partir de l'étude des aires géographiques méditerranéennes, elle devrait s'ouvrir vers de nouvelles aires : Allemagne et Europe de l'Est. Des recherches concernent également le thème des guerres dans la France du vingtième siècle.
- Les relations internationales. Outre les questions de stratégies et de diplomatie, une attention toute particulière est portée aux processus cruciaux de transferts culturels, notamment celui des phénomènes de l'exil et de ses conséquences.

- 28 Ce Centre contribue à rassembler, à coordonner et à initier l'activité scientifique des enseignants chercheurs et chercheurs associés. Cette activité s'articule principalement autour de groupes de travail (une quinzaine), de colloques et journées d'études organisées parfois en collaboration avec des institutions françaises et étrangères, des contrats de recherches conclus avec des organismes publics.

L'OFCE

- 29 L'OFCE, qui est un grand institut de recherche et de prévision est organisé en trois départements :

- Le Département analyse et prévision, qui étudie l'évolution à court et moyen terme des économies française et européenne dans leur environnement international, ainsi que leur sensibilité aux chocs. Des modèles économétriques ont été élaborés au sein de ce

département, notamment le modèle Mosaïque pour l'analyse de l'économie française ou le modèle Mimosa, construit en collaboration avec le CEPPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), pour l'analyse de l'économie mondiale. Des prévisions nationales et internationales sont présentées deux fois par an.

- Le Département économie de la mondialisation développe et mobilise la réflexion et la capacité d'intervention de l'OFCE sur un sujet central de l'évolution économique contemporaine, le processus de mondialisation, tant productive que financière. Il a pour fonction d'en suivre l'évolution, d'en analyser les différents aspects, de suivre et de participer aux débats qu'il suscite, tant aux débats scientifiques qu'aux débats publics.
- Le Département des études, qui contribue à une meilleure compréhension des évolutions économiques et sociales identifiées en France et en Europe, en les restituant dans leur contexte international. Un modèle d'équilibre général calculable a été élaboré pour l'étude des problèmes structurels (fiscalité, régimes sociaux, etc.). Au sein de ce département, des sociologues étudient les tendances majeures de transformation de la société française et conduisent, en collaboration avec des équipes étrangères, une analyse comparative du changement social.

Le SEAE

- 30 Le SEAE oriente ses recherches vers le domaine des relations économiques internationales et ce dans quatre grandes directions :

- Le commerce international : le champ couvert va des aspects théoriques purs aux analyses des politiques souhaitables (le SEAE répond aux appels d'offre émanant d'institutions comme la Banque mondiale, le Commissariat général au Plan et les gouvernements étrangers).
- La monnaie et la finance internationale : architecture financière internationale et union monétaire.
- L'économie politique internationale : avec cinq objectifs de recherche 1) études internationales ; 2) liberté d'action et contraintes en politique et en économie internationale ; 3) la confiance, la méfiance et le droit ; 4) actions, équilibres et fédérations ; 5) une approche fondée sur la théorie économique positive et normative de l'État.
- La régulation : les recherches se concentrent également aujourd'hui sur les aspects économiques et juridiques du processus de mondialisation et leurs implications pour l'économie européenne, en particulier française. La prise en compte de ces deux aspects simultanément a été rendue possible par l'intégration de la « chaire régulation » (voir ci-après), dirigée par Marie-Anne Frison-Roche, nouvellement créée, au sein de ce Centre. Cette chaire regroupe ses activités autour de l'étude des réformes réglementaires que les États mettent en place pour assurer un fonctionnement efficient des marchés nationaux, de la mise en place de ces réformes et de la concurrence entre elles et de ses conséquences juridiques. Cette collaboration entre juristes et économistes est particulièrement productive.

L'OIP

- 31 Centre public d'études et d'expertises dédié à l'étude de la régionalisation et de la décentralisation, le laboratoire réalise chaque année un baromètre de l'identité régionale et de la politique de décentralisation. L'OIP propose également à ses partenaires régionaux, tout comme à de nombreux acteurs publics (ministères, Datar, Institut français de l'environnement, Association des présidents de conseils généraux, etc.), des études d'opinion, quantitatives et qualitatives, et des expertises concernant les schémas régionaux d'aménagement du territoire (SRADT), l'évaluation de politiques

publiques régionales ainsi que différentes enquêtes *ad hoc* sur des sujets propres à éclairer la politique régionale. L'ensemble de ces travaux offre aux responsables institutionnels des outils d'évaluation et d'aide à la décision en matière de régionalisation et de décentralisation. En dix-huit ans d'existence, près de 300 000 interviews d'individus représentatifs de la population française ont été réalisées et analysées par l'OIP et mises à la disposition des institutions partenaires et de la communauté scientifique, constituant aujourd'hui une banque de données sociopolitiques unique en Europe.

- De nouvelles formes de structuration des activités d'enseignement et de recherche, les chaires de Sciences Po, se développent à côté des laboratoires de recherche mais en liaison avec eux.
- Depuis quelques années, Sciences Po désigne par le nom de « chaire » des structures qui regroupent autour d'un thème et sous des formes aisément adaptables divers types d'actions ambitieuses et innovantes. Il en existe à ce jour cinq : « Régulation » (placée sous la direction du professeur Marie-Anne Frison-Roche), « Moyen-Orient Méditerranée » (placée sous la direction du professeur Gilles Kepel), « Développement durable » (placée sous la direction de Laurence Tubiana), « Mercosur » (placée sous la direction d'Alfredo Valladão), et « Sécurité, défense ».

L'articulation des activités d'enseignement et de recherche

- 32 D'une manière générale, la direction de Sciences Po estime que toute réforme efficace de l'organisation de la recherche en France, réforme plus que jamais nécessaire, passe par une meilleure articulation entre les grands organismes de recherches et les Universités. De ce point de vue, Sciences Po se félicite de sa collaboration avec le CNRS. Cette collaboration repose sur les bases d'une solide confiance mutuelle, éprouvée par plus de trente années d'un partenariat qui n'a cessé de se renforcer. Les cinq unités de recherche associées au CNRS et la direction scientifique de l'établissement ont donc cherché à élaborer avec ce grand organisme de recherche et, plus particulièrement avec la « délégation Paris A⁷ » un type de partenariat exemplaire reposant sur des modes de coopération innovants et efficaces. La délégation permet en effet d'assurer une gestion de proximité et une relation directe avec le CNRS. Grâce à la politique extrêmement efficace et à la volonté ferme des délégués régionaux successifs, Sciences Po et la délégation ont pu engager plusieurs chantiers de coopérations approfondies (notamment en matière de gestion des contrats et de gestion prévisionnelle des emplois) qui sont amenés à se développer.
- 33 Le contrat quadriennal de développement 2001-2004 comprend une annexe qui expose les modalités d'application concernant les UMR de Sciences Po, c'est-à-dire les deux laboratoires de science politique (Céri et Cévipof) et les deux laboratoires de sociologie (OSC et CSO). Ces modalités concernent notamment la nomination des directeurs d'unité, les taux de prélèvement sur les contrats de recherche, la gestion des contrats et la création d'un comité des contrats et de la valorisation qui associe conjointement le délégué régional du CNRS et l'administrateur de la FNSP. La nomination des directeurs d'UMR est prononcée conjointement par les deux parties sur proposition de la FNSP. Les statuts des laboratoires ont été modifiés pour être tout à fait conformes aux textes cadres du CNRS et les règlements intérieurs de ces unités ont été soumis à l'approbation du CNRS. Afin de tirer tout le parti de la logique de la contractualisation, le délégué régional du CNRS et la direction de Sciences Po ont décidé d'examiner ensemble la contribution des deux établissements en matière de personnels ITA afin de

voir quels sont les besoins des laboratoires et de quelle manière et dans quels délais ils peuvent être satisfaits. Des discussions sont également engagées sur la question de la gestion des crédits de fonctionnement attribués aux laboratoires par les deux établissements.

- 34 Au sein de notre établissement, notre objectif a été, au cours des dernières années, de resserrer les liens entre les cycles d'enseignement et d'abord l'école doctorale et les centres de recherche, en créant des équipes pédagogiques qui mêlent enseignants-chercheurs et chercheurs au sein de l'école doctorale. Ce processus est déjà à l'œuvre. L'objectif de Sciences Po est d'achever l'édification d'une grande école doctorale en sciences humaines et sociales de dimension internationale, en parfaite adéquation avec la politique pédagogique de l'établissement et fortement adossée aux centres de recherche de l'établissement. La décision du directeur de l'établissement de confier à l'école doctorale, au sein de laquelle enseignent déjà un grand nombre des chercheurs affectés aux centres de recherche de l'établissement, la responsabilité de l'élaboration du *master* recherche et l'étroite collaboration entre la direction scientifique et la direction de l'école doctorale occupée par Marc Lazar ont constitué de précieux atouts pour renforcer les liens entre les activités d'enseignement et les activités de recherche. La direction de Sciences Po a choisi de confier l'entière responsabilité de la conception et de la gestion du master recherche à la direction de l'école doctorale.
- 35 Depuis la rentrée de l'année universitaire 2002-2003, le statut de directeur d'études a été réintroduit au sein de l'école doctorale de Sciences Po. Ce statut est destiné aux chercheurs qui se consacrent pleinement à des tâches pédagogiques dans les cycles supérieurs de l'IEP de Paris. Il permet de leur accorder un titre et une rémunération plus conformes à la nature de l'investissement consenti.
- 36 Sciences Po propose un *master* recherche solidement structuré par cinq mentions – « Histoire et théorie du politique », « Relations internationales », « Sociétés et politiques comparées », « Gouvernance économique » et « Sociologie de l'action » – qui offriront des parcours de formation différenciés, permettant d'atteindre des objectifs diversifiés, facilitant l'orientation progressive des étudiants et favorisant leur mobilité. Dans toutes les mentions du *master*, le mémoire occupera une place centrale comme l'atteste le poids qui est accordé à cet exercice (30 ECTS⁸) et la place qui lui est faite dans les parcours de formation (le plus souvent un semestre sera presque entièrement libéré pour réaliser ce travail). Cette formation à la recherche sera soutenue et encadrée par un système de tutorat individuel proposé à chaque étudiant du *master*. En 2003, 39 thèses ont été soutenues dans l'établissement, 19 en sciences politique, 8 en sociologie, 7 en histoire et 5 en économie.
- 37 L'accueil des doctorants dans les laboratoires de recherche (afin qu'ils puissent profiter de l'encadrement, de l'environnement et des moyens nécessaires pour bénéficier d'une bonne formation à la recherche) reste une des priorités de la politique scientifique de Sciences Po. Cette volonté se heurte encore trop souvent à l'insuffisance de locaux et de moyens matériels permettant de donner à ces doctorants toutes les facilités nécessaires pour s'intégrer pleinement dans les laboratoires d'accueil. Le financement des études de thèses est une préoccupation constante. En 2002-2003, 24 % des étudiants admis en doctorat avaient obtenu des financements. Ces financements ont des origines variées. Des bourses doctorales et post-doctorales ont été créées sur financement propre de la FNSP. Pour l'année 2004, le montant total de ces bourses est de 92 747 €.

L'eupéanisation et l'internationalisation

- 38 Comme nous l'avons vu, c'est d'abord au sein de chaque centre que la politique d'eupéanisation et d'internationalisation a été fortement développée au cours des dernières années, qu'il s'agisse des thèmes abordés, des approches adoptées, des réseaux constitués, de la mobilité des chercheurs et de l'accueil de chercheurs étrangers et des projets de recherche lancés. Dans chacune des quatre disciplines majeures de l'établissement, les questions de globalisation et d'intégration européenne ainsi que leurs effets sur les systèmes politiques, l'action des États et les comportements individuels ont été placés en haut des agendas de recherche. La direction scientifique a encouragé, stimulé et aidé ces efforts de plusieurs manières. Une cellule internationale a été créée en son sein pour aider les chercheurs du point de vue de la mobilité, de la mise au point et du suivi des contrats de recherche, de l'organisation de colloques internationaux, de l'attribution de frais de mission pour les doctorants et les jeunes chercheurs. Cette cellule a mis sur pied, en collaboration avec la chaire d'études européennes de Sciences Po dirigée par Renaud Dehousse, un forum européen. L'objectif de ce forum est de fédérer et de structurer les recherches européennes au sein de Sciences Po afin de construire une communauté scientifique, de créer un espace de recherche partagé et de donner une forte visibilité (effet de « masse critique ») à ces travaux. Le forum n'est pas une structure mais plutôt une structuration des activités et de la réflexion. Il a également pour vocation de mieux préparer Sciences Po à répondre aux exigences du 6^e PCRD⁹, tant sur le plan scientifique (agenda de recherche) que sur le plan opérationnel. Plus généralement, pour tout ce qui concerne le 6^e PCRD à Sciences Po, la cellule internationale a pris en charge la coordination, l'assistance logistique et administrative, la diffusion des informations, la promotion des projets auprès des instances européennes et nationales, etc. Le travail accompli tant dans le cadre du forum européen que par les centres de recherche de la FNSP pour insérer les équipes de Sciences Po dans les premiers appels à propositions du 6^e PCRD s'est révélé particulièrement fructueux puisque Sciences Po est présent dans 4 projets¹⁰ (sur un total de 5) retenus pour un financement dans le cadre du premier appel à propositions du 6^e PCRD (priorité 7 « Citoyens et gouvernance dans une société de la connaissance »).
- 39 Sciences Po a voulu accentuer son effort de développement de coopérations scientifiques internationales ambitieuses. Ainsi, pour conforter sa politique dynamique et volontariste aux États-Unis, Sciences Po s'est associé à l'université Paris I et à l'École polytechnique pour constituer un consortium universitaire français qui a créé un programme intégré de recherche et d'enseignement en partenariat avec *Columbia University*. Ce projet scientifique pluridisciplinaire, baptisé Alliance, est à l'articulation des sciences dures et des sciences sociales. Il repose sur un axe thématique central autour du thème « Régulation et globalisation ». Plusieurs *workshops* (sur des thèmes tels que « Risque, sécurité, incertitude » ou « *Revisiting Global Public Policies for Sustainable Development* ») ont déjà été organisés à Paris et à New York. Alliance a également lancé des « appels à projets communs » dont la vocation est de promouvoir et financer des projets de haut niveau avec des associations disciplinaires innovantes répondant à une demande sociale forte à faire valoir en terme de *policy outreach*. Cette politique a pu être mise en œuvre grâce à l'étroite coopération entre la direction scientifique et la direction des affaires internationales et des échanges de Sciences Po assurée par Francis Vérillaud. Les propositions de partenariats avec de grands établissements universitaires étrangers se multiplient (Harvard, Princeton, Chicago University, etc.). À titre d'exemple, citons simplement la convention qui va lier

Sciences Po, l'université d'Oxford, la Maison française d'Oxford et le CNRS pour la création d'un Laboratoire européen associé (LEA), dont le principal objectif sera d'entretenir et de stimuler les échanges scientifiques relatifs à l'analyse de l'évolution des systèmes démocratiques.

- 40 De nombreux colloques internationaux sont organisés ou co-organisés par Sciences Po. Parmi les manifestations de ce type qui ont été proposées ces derniers mois, on peut citer : le colloque « *Changing France* » co-organisé par Harvard et Sciences Po, le colloque « *France's New Cleavages* » avec Princeton. La plupart de ces opérations ont vocation à être pérennisées, c'est-à-dire qu'elles seront reconduites d'une année sur l'autre. Elles servent également de point d'ancrage pour d'autres types de coopérations internationales (échanges et accueils pour des séjours longs d'enseignants ou de chercheurs universitaires des universités partenaires, réseaux de doctorants, programme type Alliance, etc.). Sciences Po entretient déjà des relations de coopération très étroites avec certains centres de sciences sociales français implantés à l'étranger tels la Maison française d'Oxford, le Centre Marc Bloch à Berlin, le Cefres à Prague, le Cedej au Caire, le CSH à New Delhi, et le CEFC à Hongkong. Une antenne de sciences humaines et sociales dirigée par Jean-Luc Domenach a été créée à Pékin avec le soutien de la FNSP, du CNRS et de la direction de la recherche. Ces relations seront renforcées. Enfin, à travers l'action coordonnée de plusieurs grands services de l'établissement (direction scientifique, direction des affaires internationales et des échanges, direction de l'école doctorale et direction des études et de la scolarité) réunies au sein d'un comité des invitations – récemment créé – l'accent est mis sur la question des invitations d'universitaires étrangers. En 2002, neuf emplois budgétaires étaient destinés à l'invitation d'universitaires étrangers à Sciences Po, permettant d'accueillir près de 70 professeurs invités par an. En 2003, deux nouvelles chaires ont été créées : une chaire Grande-Bretagne (intitulée « Chaire Vincent Wright ») et une chaire Asie. Enfin, il faut ajouter que de grands efforts sont faits pour que les chercheurs et les doctorants puissent s'exprimer en anglais, par oral et par écrit, condition indispensable de leur insertion dans les réseaux internationaux et de la visibilité internationale de leurs travaux de recherche.

Diffusion et valorisation de la recherche

- 41 Des relations plus étroites avec la politique documentaire et les activités éditoriales de Sciences Po ont été établies. Pour ce qui concerne la politique documentaire, un conseil scientifique de la documentation destiné à définir les grands axes de la politique de l'établissement dans ce domaine (acquisition, abonnements, politique de conservation et d'élimination, numérisation, etc.) a été mis en place en 2002. Le directeur scientifique, en étroite concertation avec le directeur des ressources documentaires, Michel Gardette, et de la directrice des Presses de Sciences Po, Marie-Geneviève Vandesande, exerce une tutelle scientifique directe sur l'ensemble des services de documentation et de publication de la FNSP.
- 42 Depuis la fin de l'année 2003, la nouvelle direction des Presses de Sciences Po¹¹ propose une stratégie éditoriale recentrée sur Sciences Po. Elle met notamment l'accent sur le renforcement de l'articulation entre la politique éditoriale des Presses et le potentiel scientifique de Sciences Po. Ainsi, la production d'ouvrages scientifiques va être restructurée autour de quelques grandes collections fondées sur les points forts du dispositif scientifique de Sciences Po. L'objectif premier est que la communauté académique de l'établissement se réapproprie pleinement une partie de la production

éditoriale des Presses de Sciences Po. Cette nouvelle offre – qui devrait être ainsi plus claire et plus attrayante – aura également comme avantage d'ouvrir l'éventail disciplinaire des publications en sorte qu'il couvrira à présent l'ensemble de la surface scientifique de l'établissement (quatre disciplines, huit laboratoires, etc.). Par ailleurs, certains centres de recherche ont lancé leur propre politique de publication.

- 43 L'accent a également été mis sur la recherche de nouvelles sources de financement et sur le développement de l'expertise scientifique. La recherche de contrats avec des organismes privés, parapublics et publics est devenue une priorité dans l'ensemble des centres de recherche de Sciences Po. Au cours des dernières années, l'évolution des recettes sur contrats, conventions et subventions spécifiques de recherche était la suivante (en k€) : 1 242 en 1999 et 1 978 en 2002. Les chercheurs de Sciences Po sont de plus en plus régulièrement consultés par des administrations et des entreprises, des commissions parlementaires, des institutions internationales, etc. Certains de ces chercheurs figurent, à titre individuel, parmi les collaborateurs institutionnels de certains centres d'expertise français ou internationaux. L'objectif est que les chercheurs de Sciences Po soient placés dans les meilleures conditions pour mettre leur potentiel intellectuel et leur expertise scientifique au service de la Cité. L'accroissement de la valorisation et la diffusion des résultats de la recherche a été rendu possible par le développement des moyens (humains, financiers et matériels) mis au service des laboratoires pour la publication d'ouvrages et de revues scientifiques mais également des publications institutionnelles (plaquettes, lettres d'information, cahiers) et par la valorisation de leurs sites *Web*. Au cours des quatre dernières années, toutes les unités de recherche de Sciences Po ont bénéficié d'un renforcement tout à fait significatif de leurs moyens dans ce domaine. L'ensemble des centres s'est attaché à offrir des espaces de réflexion et de débat sur de grandes questions et enjeux contemporains à travers l'organisation de journées d'études, de conférences-débats (ouvertes à un large public), de séminaires de recherches (qui s'adressent eux plus particulièrement à la communauté scientifique) ou de séminaires proposés à un nombre restreint de participants (représentants d'institutions partenaires de nos unités de recherche). C'est un effort qui est déjà entrepris depuis plusieurs années par les grandes unités de recherche de la FNSP, à titre d'exemple, le Céri propose une centaine de réunions de ce type par an.

L'évaluation de sa production scientifique

- 44 L'élaboration des contrats quadriennaux est l'occasion d'une formalisation des collaborations scientifiques de Sciences Po avec ses différents partenaires (le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche et le CNRS). À cette occasion, les trois signataires du contrat (le MENRT, le CNRS et Sciences Po) s'engagent pour quatre ans sur un programme scientifique, un budget et des modalités claires. L'ensemble de ces engagements est décliné par unité au sein du contrat. La contractualisation permet également de procéder à une évaluation régulière des centres de recherche puisque ceux-ci doivent rédiger un long rapport qui rend compte très précisément des activités scientifiques du centre. Par surcroît, l'activité scientifique de l'ensemble des chercheurs de Sciences Po est soumise à une évaluation régulière. Les chercheurs du CNRS sont soumis à l'évaluation des sections du Comité national tous les deux ans et doivent rédiger un rapport d'activité accompagné d'une liste exhaustive de leurs productions scientifiques, depuis le début de leur carrière. Les chercheurs de la FNSP sont tenus de rédiger, tous les deux ans, un rapport d'activité. Les rapports d'activité sont remis aux directeurs des centres de recherche concernés

qui les communiquent à la commission des chercheurs de la FNSP. Cette commission est un organisme paritaire qui est en charge de l'évaluation pour toutes les questions touchant à la gestion des carrières et au statut du personnel scientifique salarié de la FNSP (qui travaille à titre permanent, soit dans les centres de recherche de Sciences Po, soit dans l'un des centres des IEP en région doté de ce type de personnel). Cette instance est placée sous la présidence du directeur scientifique, qui représente l'administrateur de la FNSP, elle comprend des membres de droit, des membres élus et des membres nommés (ces derniers étant extérieurs à l'établissement). Cette commission comprend deux membres extérieurs à Sciences Po dont un professeur étranger. Son rôle est d'examiner, d'évaluer et de rendre un avis sur les possibilités d'avancement au choix, sur les promotions de grades des chercheurs de la FNSP et sur les possibilités d'octroi de l'éméritat (destiné aux chercheurs de la FNSP qui souhaitent poursuivre une œuvre de recherche après leur départ à la retraite). La commission étudie également les rapports d'activité des chercheurs de la FNSP.

NOTES

1. Appellation usuelle recouvrant l'ensemble formé par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.
2. Ils étaient 140 en 1996 et 158 en 2001 (en comptant les chercheurs et enseignants-chercheurs du CSO, ex-unité propre du CNRS associée à Sciences Po depuis la signature du contrat quadriennal 2001-2004).
3. Chercheurs étrangers accueillis par un laboratoire pour une durée supérieure ou égale à 6 mois.
4. DR1 : directeur de recherche de 1^{re} classe ; DR2 : directeur de recherche de 2^e classe ; CR1 : chargé de recherche de 1^{re} classe ; CR2 : chargé de recherche de 2^e classe ; PR : professeur des Universités ; MC : maître de conférences des Universités ; CE : chargé d'études ; ADM : personnel administratif.
5. Personnels scientifiques et administratifs compris. Personnels de l'Éducation nationale exclus.
6. C'est-à-dire, personnels intérimaires et vacataires exclus.
7. Organisation administrative territoriale déconcentrée du CNRS qui exerce sa tutelle sur les centres de recherche de Sciences Po associés au CNRS.
8. Le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS) est un système centré sur l'étudiant, fondé sur la charge de travail à réaliser par l'étudiant afin d'atteindre les objectifs du programme qui se définissent en terme de connaissances finales et de compétences à acquérir.
9. Programme cadre de la communauté européenne pour la recherche et le développement technologique.
10. Le réseau d'excellence Prime (*Policies for research and innovation in the move towards the European Research Area*) coordonné par le consortium Armines (École des Mines, ENPC, École polytechnique) et, à Sciences Po, par Christine Musselin et Erhard Friedberg (CSO) ; le réseau d'excellence Connex (*Connecting Excellence for European*

Governance) coordonné par l'université de Mannheim et, à Sciences Po, par Renaud Dehousse ; le projet intégré *Challenge (The changing landscape of European liberty and security)*, coordonné par le *Center for European Policy Studies* de Bruxelles et, à Sciences Po, par Didier Bigo ; le projet intégré *Newgov (New Modes of Governance in Europe)*, coordonné par l'Institut universitaire européen de Florence et, à Sciences Po, par Renaud Dehousse, Patrick Le Galès et Nicolas Jabko.

11. La diffusion de travaux académiques et scientifiques est une des missions essentielles de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), telles qu'elles ont été définies par l'ordonnance du 9 octobre 1945. Depuis 1973, la FNSP a choisi de se doter d'une maison d'édition propre : les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, qui a adopté le nom commercial de Presses de Sciences Po en 1995. Les Presses de Sciences Po sont une SARL filiale à 100 % de la FNSP. Son catalogue comprend près de 950 titres et propose une trentaine de nouveautés par an.

RÉSUMÉS

Research at Sciences Po

This paper describes the place, organization and working of research at Sciences Po (National Foundation of Political Sciences and Political Studies Institute of Paris). It retraces the history of research development in this establishment and the guidelines of the scientific politics, detailing the situation and dynamic force of research in the eight research labs and technical units of Sciences Po and insisting on major objectives : Europeanization, internationalization, articulation between research and teaching – especially through PhD seminars – interdisciplinarity, renewal of research themes and improvement. During the last years, research has been placed in the heart of the strategy of an establishment that intends to locate itself at an international level. It relates the development and deepening of the association with CNRS.

INDEX

Mots-clés : CNRS, sociologie, histoire, recherche, Sciences Po, Fondation nationale des sciences politiques, économie, Céri, centre d'étude des relations internationales, Cévipof, centre d'étude de la vie politique française, OSC, observatoire sociologique du changement, FNSP, CSO, centre de sociologie des organisations, CHEVS, centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle, OFCE, observatoire français des conjonctures économiques, SEAE, service d'étude de l'activité économique et de la situation sociale, OIP, observatoire interrégional du politique

AUTEUR

GÉRARD GRUNBERG

Gérard Grunberg est directeur de recherche au CNRS en science politique (Cévipof), directeur adjoint et directeur scientifique de Sciences Po. Il est également président du conseil de département SHS du CNRS et il enseigne dans le DEA de sociologie politique

et politiques publiques de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a publié plusieurs ouvrages de sociologie politique (analyse des élections, études sur le socialisme français et européen). Dernier ouvrage paru : Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul Sniderman eds, *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 348 p.